

Art. 2. Het Facultatief Protocol bij de Conventie betreffende de rechten van personen met een handicap, opgemaakt in New York op 13 december 2006, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Eupen, 11 mei 2009.

K.-H. LAMBERTZ,

Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, Minister van Lokale Besturen

B. GENTGES,

Vice-Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Zaken en Toerisme

O. PAASCH,

Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

I. WEYKMANS,

Minister van Cultuur en Media, Monumentenzorg, Jeugd en Sport

Nota

Zitting 2008-2009 :

Stukken : 159 (2008-2009), Nr. 1. Ontwerp van decreet : 146 (2008-2009), Nr. 2. Verslag.

Integraal verslag : 11 mei 2009, Nr. 13 (2008-2009). Bespreking en aanneming.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2416

[2009/202884]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'emploi des travailleurs handicapés dans les provinces, les communes et les associations de communes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1977 fixant le nombre de handicapés que doivent occuper les provinces, les communes, les associations de communes et les agglomérations de communes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 février 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 février 2009;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 26 mars 2009;

Vu l'avis du Comité C wallon des services publics locaux et provinciaux, établi le 30 mars 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne donné le 2 avril 2009;

Vu l'avis 46.526/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre des Affaires intérieures;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o administrations publiques : les provinces, les communes et les associations de communes;

2^o l'Agence : l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

3^o entreprise de travail adapté : entreprise agréée et subventionnée en vertu de l'arrêté du Gouvernement du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées;

4^o travailleur handicapé : personne remplissant une des conditions précisées à l'article 4.

Art. 3. Le nombre de travailleurs handicapés que les administrations publiques doivent occuper est fixé à un mi-temps par tranche de vingt équivalents temps plein prévus au cadre du personnel.

Art. 4. Les travailleurs handicapés qui bénéficient de l'obligation d'emploi prévue à l'article 3 doivent remplir au moins une des conditions suivantes :

1^o avoir été admis au bénéfice des dispositions de l'Agence ou de l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées ou du Service bruxellois francophone des Personnes handicapées ou de la « Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap » ou du « Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB) »;

2^o avoir été victime d'un accident du travail et fournir une attestation délivrée par le Fonds des accidents du travail ou par l'Administration de l'expertise médicale (MEDEX) certifiant une incapacité d'au moins 30 %;

3^o avoir été victime d'une maladie professionnelle et fournir une attestation délivrée par le Fonds de maladies professionnelles ou par l'Administration de l'expertise médicale (MEDEX) certifiant une incapacité d'au moins 30 %;

4^o avoir été victime d'un accident de droit commun et fournir une copie du jugement ou de l'arrêt délivré par le greffe du tribunal ou de la cour certifiant que le handicap ou l'incapacité est d'au moins 30 %;

5^o avoir été victime d'un accident domestique et fournir une copie de la décision de l'organe assureur certifiant que l'incapacité permanente est d'au moins 30 %;

6^o être dans les conditions médicales pour bénéficier ou bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

7° avoir été déclaré définitivement inapte à l'exercice de ses activités habituelles mais aptes à certaines fonctions spécifiques désignées par l'Administration de l'expertise médicale (MEDEX).

Art. 5. Les examens de recrutement et les procédures d'accès à un grade ou à un niveau supérieur sont adaptées aux contraintes liées aux handicaps des candidats inscrits.

Art. 6. Les administrations publiques organisent, le cas échéant en collaboration avec l'Agence, l'accueil, la formation et l'intégration professionnelle des personnes handicapées.

Le cas échéant, l'Agence propose des mesures d'adaptation du poste de travail.

Art. 7. La passation de contrats de travaux, de fourniture et de services avec les entreprises de travail adapté est équivalente à l'obligation d'emploi visée à l'article 3 selon les principes suivants :

1° le nombre de travailleurs handicapés, exprimé en équivalents temps plein, équivalant à la passation de contrats est obtenu en divisant le prix des travaux, fourniture et services, figurant au contrat par la rémunération annuelle accordée à un agent occupé à temps plein bénéficiaire de l'échelle D4 d'employé d'administration avec dix ans d'ancienneté (100 % indice 138.01);

2° si l'obligation d'emploi visée à l'article 3 est supérieure à un équivalent temps plein, les administrations publiques ont la possibilité d'y satisfaire pour moitié par la passation de contrats de travaux, de fourniture et de services avec les entreprises de travail adapté.

Art. 8. Pour l'application de l'article 3 :

1° il n'y a pas lieu de prendre en considération les emplois réservés au personnel enseignant, des services d'incendie, médical et soignant;

2° sont pris en considération pour l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés, le maintien en service éventuellement accompagné d'un changement d'affectation, après avis du service de médecine du travail, les travailleurs handicapés sous contrat d'adaptation professionnelle tel que prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi;

3° il est tenu compte du nombre de travailleurs handicapés recrutés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 9. Les administrations publiques établissent pour le 30 juin au plus tard, en collaboration avec l'Agence, un rapport annuel relatif à l'emploi des travailleurs handicapés.

L'Agence établit un rapport global relatif à l'emploi des travailleurs handicapés et le communique aux Ministres ayant les Affaires intérieures et de l'Action sociale qui en informent le Gouvernement.

Ce rapport est ensuite transmis au Conseil supérieur des Villes et Communes et à la Commission wallonne des Personnes handicapées.

Art. 10. En dérogation à l'article 9, les administrations publiques établissent pour la première fois le rapport annuel visé par cet article au plus tard à la fin du troisième mois qui suit la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 11. L'arrêté royal du 23 décembre 1977 fixant le nombre de handicapés que doivent occuper les provinces, les communes, les associations de communes et les agglomérations de communes est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre qui a l'Intégration des Personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2416

[2009/202884]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de tewerkstelling van de gehandicapte werknemers in de provincies, gemeenten en verenigingen van gemeenten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1977 tot vaststelling van het aantal mindervaliden die door de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de agglomeraties van gemeenten moeten worden tewerkgesteld;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 februari 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 februari 2009;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 26 maart 2009;

Gelet op het advies van het Comité C van de plaatselijke en provinciale openbare diensten, uitgebracht op 30 maart 2009;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 2 april 2009;

Gelet op het advies 46.526/4 van de Raad van State, gegeven op 20 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° openbare besturen : de provincies, gemeenten en verenigingen van gemeenten;

2° het Agentschap : het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées";

3° bedrijf voor aangepast werk : bedrijf erkend en gesubsidieerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk;

4° gehandicapte werknemer : persoon die één van de in artikel 4 bedoelde voorwaarden vervult.

Art. 3. Het aantal gehandicapte werknemers die door de openbare besturen tewerkgesteld moeten worden, wordt bepaald op een halftijdse betrekking per schijf van twintig voltijds equivalenten voorzien in de personeelsformatie.

Art. 4. De gehandicapte werknemers die voor de in artikel 3 bedoelde tewerkstellingverplichting in aanmerking komen, moeten minstens één van de volgende voorwaarden vervullen :

1° in aanmerking zijn gekomen voor de bepalingen van het Agentschap of van de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de Gehandicapte Personen of van de Franstalige Brusselse Dienst voor Gehandicapten of van het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap of van de Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB);

2° slachtoffer geworden zijn van een arbeidsongeval en een attest voorleggen afgeleverd door het Fonds voor Arbeidsongevallen of door het Bestuur van de Medische Expertise (MEDEX) waarmee een ongeschiktheid van minstens 30 % aangetoond wordt;

3° slachtoffer geworden zijn van een beroepsziekte en een attest voorleggen afgeleverd door het Fonds voor Arbeidsongevallen of door het Bestuur van de Medische Expertise (MEDEX) waarmee een ongeschiktheid van minstens 30 % aangetoond wordt;

4° slachtoffer geworden zijn van een ongeval van gemeen recht en een afschrift van het vonnis of van het arrest voorleggen afgeleverd door de griffie van de rechtbank of van het hof waarmee aangetoond wordt dat de handicap of de ongeschiktheid minstens 30 % bereikt;

5° slachtoffer geworden zijn van een huishoudelijk ongeval en een afschrift van de beslissing van de verzekeringsinstelling waarmee aangetoond wordt dat de permanente ongeschiktheid minstens 30 % bereikt;

6° de medische voorwaarden vervullen om een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietoelage op grond van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten te genieten;

7° ongeschikt zijn verklaard voor de uitoefening van zijn gewoonlijke activiteiten maar geschikt voor bepaalde specifieke functies aangeduid door het Bestuur van de Medische Expertise (MEDEX).

Art. 5. De wervingsexamens en de procedures inzake de overgang naar een hogere graad of een hoger niveau worden aangepast aan de dwingende voorwaarden gebonden aan de handicaps van de ingeschreven kandidaten.

Art. 6. De openbare besturen zorgen, in voorkomend geval in samenwerking met het Agentschap, voor de organisatie van het onthaal, de vorming en de professionele inschakeling van de gehandicapte personen.

In voorkomend geval stelt het Agentschap aanpassingsmaatregelen van de arbeidspost voor.

Art. 7. De gunning van contracten voor aanneming van werken, leveringen en diensten met de bedrijven voor aangepast werk is gelijkwaardig aan de in artikel 3 bedoelde tewerkstellingverplichting volgens de volgende beginselen :

1° het aantal gehandicapte werknemers, uitgedrukt in voltijds equivalenten en gelijkwaardig aan de gunning van contracten, wordt gekregen door de prijs van de werken, leveringen en diensten die vermeld wordt in het contract, te delen door de jaarlijkse bezoldiging van een personeelslid dat voltijds werkt en dat loonschaal D4 van administratief bediende met tien jaar anciënniteit (100 % indexcijfer 138.01) geniet.

2° als de in artikel 3 bedoelde tewerkstellingverplichting hoger is dan een voltijds equivalent, kunnen de openbare besturen er voor de helft aan voldoen via de gunning van contracten voor aanneming van werken, leveringen en diensten met de bedrijven voor aangepast werk.

Art. 8. Voor de toepassing van artikel 3 :

1° is er geen reden om rekening te houden met de arbeidsplaatsen voorbehouden aan het onderwijzend personeel, aan het personeel van de brandweerdienst en aan het medisch en verzorgend personeel;

2° in overweging wordt genomen voor de verplichting tot tewerkstelling van gehandicapte werknemers, het in dienst blijven eventueel samen met een wijziging van aanstelling, na advies van de administratieve gezondheidsdienst, rekening houdend met de gehandicapte werknemers die in dienst genomen zijn bij beroepsaanpassingscontract zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 tot bevordering van de kansen van de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt;

3° er wordt rekening gehouden met het aantal gehandicapte werknemers aangeworven vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 9. De openbare besturen maken uiterlijk voor 30 juni en in samenwerking met het Agentschap een jaarlijks verslag over de tewerkstelling van de gehandicapte werknemers op.

Het Agentschap maakt een globaal verslag betreffende de tewerkstelling van de gehandicapte werknemers op en maakt het over aan de Ministers van Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie die de Regering daarvan op de hoogte brengen.

Dat verslag wordt daarna overgemaakt aan de Hoge Raad van Steden en Gemeenten en aan de "Commission wallonne des Personnes handicapées" (Waalse Commissie voor Gehandicapte Personen).

Art. 10. In afwijking van artikel 9 maken de openbare besturen voor de eerste keer het in dat artikel bedoelde jaarlijkse verslag op uiterlijk op het einde van de derde maand volgend op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 11. Het koninklijk besluit van 23 december 1977 tot vaststelling van het aantal mindervaliden die door de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de agglomeraties van gemeenten moeten worden tewerkgesteld, wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die begint te lopen op de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheden de Integratie van Gehandicapte Personen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD